

L'avenir du Congo « belge »

Ce territoire immense représente, à l'heure actuelle, la base de profit la plus importante pour l'impérialisme dans toute l'Afrique colonisée. Environ la moitié de la production mondiale d'uranium sort des mines du Katanga. Le Congo est aussi un producteur important de cuivre, d'étain, de manganèse et de plusieurs métaux rares. La puissante « Union minière du Haut-Katanga » et quelques autres sociétés, contrôlées par le groupe financier de la « Société Générale de Belgique », dominent le Congo et contrôlent directement à peu près 60 % de tout l'actif des sociétés coloniales de ce pays, qui se chiffre en valeur boursière à quelque 125 milliards de francs belges.

LES VRAIS MAITRES DU CONGO

Le Congo est peuplé officiellement de 13 millions et demi de Congolais et de 105.000 Européens dont les trois quarts sont Belges. Trois millions et demi de Congolais vivent dans les villes ou les centres « extra-coutumiers » autour des mines, des usines ou des plantations. Cette population comprenait au début de 1957, 1 million 200.000 salariés, soit 39 % de la population masculine active. Les femmes salariées n'étaient que 5 à 6.000 à la même époque.

Les colons européens sont à peine plus de 2.000 familles. Proportionnellement à la puissance financière et politique des grandes sociétés, la leur est d'une importance fort restreinte.

Les bénéfices des grandes sociétés rapportent à la bourgeoisie belge un tiers de ses profits globaux, soit autant que la métallurgie et les mines belges réunies.

Dès 1957, la baisse des cours mondiaux du cuivre et d'autres minerais entraînaient une réduction du nombre de salariés de quelque 50.000. En 1958 ce chiffre a plus que doublé.

Il faut encore noter qu'à peine 15 % des 1.200.000 salariés possèdent une certaine qualification. La masse des autres consiste en manœuvres industriels, miniers ou agricoles, dont le salaire minimum se situait il y a un an autour de 6,50 francs belges par jour au Kivu et 17 au Katanga.

À côté de la puissance des grandes sociétés s'étale celle des missions. L'épiscopat belge rêve encore aujourd'hui de constituer un jour un Etat catholique congolais d'où serait bannie toute organisation autre que sociale-chrétienne. Enfin, troisième pouvoir au Congo: la famille royale belge qui semble bien avoir caressé le projet d'établir un des siens vice-roi au Congo.

LE MOUVEMENT NATIONAL ET LE MASSACRE DE JANVIER

En 1956 une organisation timidement nationaliste et patronnée par les missions publia un premier manifeste, à la veille d'un Congrès du P. S. belge consacré au Congo. Ce manifeste de « Conscience africaine » fut suivi un an plus tard de la naissance de « l'Action socialiste congolaise ». Ces deux organisations étaient en relation avec les deux centrales syndicales belges implantées depuis quelques années en Afrique.

Mais une autre organisation, tribale à ses débuts, rassemblait rapidement dans le Bas-Congo, la sympathie de la population indigène. Il s'agit de l'Abako, dont le leader, Kasavubu, fut élu bourgmestre à Léopoldville, lors des premières élections municipales dans les trois grandes villes, en décembre 1957. Il prononça en avril 1958 un discours retentissant qui accrût encore l'influence de l'Abako.

D'autres groupements nationalistes se constituèrent en 1958. L'un d'eux put même envoyer des délégués à la conférence d'Accra. C'est à l'occasion d'un meeting de l'Abako consacré à cette dernière et à un voyage en Belgique d'un autre bourgmestre noir que les premiers incidents se produisirent le 4 janvier.

En trois jours de ratissages, 150 personnes au moins (72 officiellement) furent tuées par la police et les forces de répression commandées par le général Janssens, un homme qui veut « casser du nègre ».

Cette première manifestation nationaliste qui eut lieu le 4, lorsque les Congolais voulurent se rendre au quartier européen en criant « Indé-

pendance » n'a donc pas eu, comme on l'a dit longuement dans la presse belge, un caractère exclusivement ou principalement social. Au moins autant qu'une réaction de chômeurs affamés, elle a été une manifestation publique du désir des Noirs de Léopoldville d'obtenir l'indépendance pour leur pays.

LE GRAND TOURNANT

L'indécision régnait à Bruxelles, au gouvernement et dans les partis. Mais les trois forces qui exercent le pouvoir réel au Congo: les sociétés capitalistes, l'Eglise et le Palais royal, effectuèrent avec une rapidité inouïe un tournant très brutal.

Alois que jusqu'à présent les plus grands efforts avaient été déployés par l'administration très paternaliste pour freiner le développement d'une intelligentsia et la marche du Congo à l'indépendance, la déclaration gouvernementale du 13 janvier, inspirée par les holdings, et le discours inattendu du roi Baudouin à la radio ce même jour, annoncèrent des élections, promirent l'indépendance et la formation rapide de cadres administratifs noirs. Toute une série d'emplois administratifs nouveaux vont être créés d'urgence grâce au transfert au Congo de divers services et organismes para-étatiques coloniaux de Bruxelles. Des groupes financiers belges offrent en même temps des bourses aux étudiants congolais et 20 millions pour se construire un home!...

Le sens de ce tournant est clair. La constitution rapide d'une petite et moyenne bourgeoisie congolaise faite d'agents d'administration bien payés créerait en deux à cinq ans une couche sociale nouvelle qui serait toute indiquée comme « interlocuteur valable » et comme garant de la sauvegarde des milliards investis et des milliards de bénéfices annuels des capitalistes belges, dans un Congo indépendant. D'autre part, cette bour-

geoisie noire, administrative avant tout, n'aurait pas tout de suite à subir la pression de la classe ouvrière qui, malgré son nombre, n'est guère organisée et n'a encore qu'une très faible conscience de classe.

Ce raisonnement devrait permettre aux capitalistes belges d'éviter une voie algérienne au Congo et de choisir la voie indienne ou ghanéenne.

L'AVENIR

Mais des forces s'opposent à cette orientation. Les colons trouvent des alliés « ultra » au Congo dans la police et l'administration européenne. Dès à présent certains éléments de celle-ci sabotent ouvertement le programme gouvernemental et accentuent la pression sur l'Abako (accusation de collusion avec le P.C. belge, maintien en prison des dirigeants arrêtés, irrégularités judiciaires dénoncées heureusement par les socialistes belges, etc...). Ils risquent ainsi de pousser certains militants de l'Abako à prendre le maquis. Une voie « kamerunaise » risquerait alors de s'ouvrir au Congo.

L'avenir du Congo dépend aussi et surtout du rôle que prendront « l'Action socialiste » et d'éventuels syndicats de masse. Si l'éveil politique des travailleurs s'accélère, le calcul des capitalistes belges pourrait bien leur valoir dans peu d'années une « nationalisation à la Suez » que dans leur grand tournant actuel ils ne prévoient pas avant vingt ans au moins.

Le mouvement ouvrier belge et son avant-garde marxiste-révolutionnaire ont un rôle décisif à jouer. Ils doivent lutter contre tout envoi de troupes au Congo et prévenir ainsi tout risque de guerre coloniale possible, exiger l'octroi immédiat des libertés démocratiques y compris pour l'Abako et d'autre part aider au maximum le jeune mouvement ouvrier congolais à gagner l'appui des masses. Philippe VAN DAMME.

LA GRÈVE GÉNÉRALE EN ARGENTINE

Au numéro de la seconde quinzaine de janvier de *Voz Proletaria*, organe du Parti Ouvrier de nos camarades d'Argentine, nous extrayons les lignes suivantes:

En réalité, la grève était dans la rue. Avant que la direction des 62 ne la déclare et que celles des 32, des 19 et de la F.U.A. (1) ne l'appuient, elle était déjà commencée en fait dans les masses exploitées. La grève fut décidée pour les 19 et 20 janvier, mais le 18 à minuit elle était déjà complètement effective.

Les conditions objectives avaient accumulé pour chaque habitant du pays, des motifs pour se solidariser avec la grève générale (augmentation du coût de la vie, répression anti-ouvrière, mesures anti-démocratiques, capitulations devant l'impérialisme yankee, etc...). Il y avait dans tout le pays un désir général de manifester son désaccord, sa répulsion pour la politique gouvernementale, et particulièrement parmi la population exploitée, le prolétariat, les paysans, les employés, la petite bourgeoisie. L'action courageuse, audacieuse et résolue des ouvriers de l'industrie frigorifique nationale, la répression sauvage et assassine de la police et de l'armée, le combat de rue (avec même des barricades improvisées) de toute la population du quartier de Mataderos et l'indignation nationale provoquée par l'assassinat par la police des ouvriers de Corralito, tous ces faits provoquèrent le déclenchement spontané de la grève générale.

La grève ne fut ni préparée ni désirée par les directions syndicales. Celles-ci ne firent que refléter un état d'esprit et un processus qu'elles n'avaient ni prévu ni préparé.

Ce ne fut pas seulement une grève générale du prolétariat, ce fut une paralysation totale de tout le pays, de toute la population laborieuse, l'ouvrier, le boutiquier, le transporteur privé,

(1) Divers groupements syndicaux, le plus important — celui des « 62 » étant sous une direction péroniste.

jusqu'à la ménagère. C'est la première fois dans l'histoire du pays que se produit une telle grève générale, une telle paralysie unanime de l'activité du pays... Ce fut un Front Unique de tout le pays derrière le prolétariat qui s'était dressé contre le gouvernement, l'impérialisme et le patronat...

Mais il manqua à la grève une impulsion et une coordination et surtout une direction politique de classe. La grève était aux mains de la direction politique du péronisme qui obéit aux intérêts d'une tendance de la bourgeoisie nationale; les 32 furent obligés à se lancer dans la grève sans élan et sans esprit de vaincre; les 19 espéraient faire pression sur le gouvernement pour réaliser une politique de conciliation. Il n'y eut pas de politique, de ligne, de programme et de direction de classe...

La tâche urgente et qui ne peut être différée est: unification des directions syndicales sur le programme suivant:

- libération de tous les emprisonnés;
- démobilisation de tous les ouvriers réquisitionnés;
- arrêt de l'état de siège;
- discussion de tout le mouvement ouvrier d'un plan de développement économique, social et politique sous contrôle ouvrier;
- maintien des nationalisations;
- à la porte l'impérialisme, aucune alliance ni pacte avec l'impérialisme;
- commission de tous les secrétaires de syndicats pour réaliser la préparation d'assemblées et élections de syndicats et pour élire la nouvelle C.G.T. avec représentation proportionnelle à la direction du mouvement ouvrier;
- préparation d'un nouveau mouvement général de défense de la population exploitée, sur le programme de contrôle ouvrier de la production, échelle mobile des salaires et heures de travail sur la base d'un salaire minimum vital;
- parti ouvrier basé sur les syndicats.